



Communiqué de presse – 29 septembre 2026

Les violences policières ne peuvent être une réponse à la colère de la jeunesse

Depuis près d'une semaine, la FCPE dénonce une recrudescence des violences commises à l'encontre des lycéens qui, en manifestant, dénoncent un manque de moyens criants dans les établissements scolaires où ils poursuivent leur scolarité.

Le gouvernement ne peut pas réprimer la jeunesse, alors qu'elle se mobilise pour un avenir meilleur. Classes surchargées, pression constante avec Parcoursup, manque de professeurs, de personnels médicaux, bâti scolaire vétuste... leurs revendications sont légitimes et doivent être entendues.

La FCPE exige, de la part du gouvernement, le respect des droits fondamentaux des manifestants. Nous condamnons avec force les violations graves de la liberté de réunion, de manifestation et d'expression dont sont victimes ces jeunes manifestants.

Dans le cadre de ces mobilisations, nous assistons à des atteintes répétées aux droits constitutionnels des lycéens par un usage clairement disproportionné et quasi systématique de la force publique et un recours abusif aux interpellations préventives, collectives et indifférenciées des lycéens.

Nous constatons avec effroi que des blessures graves sont infligées à certains jeunes.

Nous invitons les parents d'élèves à venir quand ils le peuvent aux côtés des lycéens devant les établissements bloqués afin de laisser entrer les élèves et personnels qui souhaiteraient accéder à leur établissement et s'assurer que les jeunes ne subissent aucune violence.

Pour la FCPE, le gouvernement doit envoyer un message d'apaisement face à l'expression démocratique des jeunes. Ils doivent être entendus, écoutés et le ministère de l'Éducation nationale doit leur donner les moyens d'étudier dans les meilleures conditions.

Contact presse :

Laurence Guillermou : 06 82 81 40 82 / fcpecom@fcpe.asso.fr